Peine capitale

américains, ainsi qu'en Nouvelle-Zélande et en Australie, la peine de mort n'est pas en vigueur. Si le Canada devait voter en faveur de cette résolution et ainsi rétablir la peine capitale, il deviendrait le seul pays d'Occident à le faire.

Comme je viens de le dire, le Parlement britannique a refusé dernièrement une proposition tendant à faire rétablir la peine capitale, car il estime que c'est une mesure inopportune dans une société civilisée. La peine capitale ne protège en rien. Elle va à l'encontre de nos codes moraux. Elle ne convient pas dans une société civilisée.

• (1520)

En quatrième lieu, elle est irréversible si l'on se trompe. Beaucoup de gens ont été à tort inculpés de meurtre depuis quelques années. Fort heureusement, nous n'imposons pas la peine capitale. Donald Marshall, un jeune Indien micmac de la Nouvelle-Écosse a été inculpé de meurtre et il a purgé 11 années de prison avant qu'on ne découvre son innocence. Il a été remis en liberté et dédommagé. S'il avait été inculpé avant 1962, il aurait été pendu haut et court. John Wildman de l'Ontario a été inculpé pour meurtre et il a purgé sept ans avant qu'on ne découvre qu'il n'avait pas commis le crime dont il avait été accusé et qu'on ne lui rende sa liberté.

Le professeur Bedau des États-Unis a publié dernièrement un ouvrage faisant état de 349 cas d'inculpation erronée pour meurtre. Sur ces 349 personnes, 23 ont été exécutées. La peine capitale ne protège pas la société, elle est immorale, indigne d'une société civilisée, et irréversible en cas d'erreur.

Enfin, elle est inéquitable en ce sens qu'elle est appliquée sélectivement à certaines catégories de personnes, à savoir les pauvres, les minorités et les immigrants. En effet, ces personnes n'ont pas les moyens de s'assurer les services des meilleurs avocats ni de poursuivre la longue procédure auprès des tribunaux d'appel qui prend parfois des années et qui est extrêmement coûteuse. Même si l'on est condamné par le dernier tribunal d'appel, on peut demander une commutation de peine au gouverneur en conseil ou, aux États-Unis, au gouverneur de l'État. C'est un processus très coûteux qui laisse beaucoup à l'arbitraire à tous les niveaux.

L'arbitraire existe à la base même du système dans la décision de porter une accusation de meurtre au premier degré, qui est puni de mort, de meurtre au deuxième degré, qui entraîne une peine d'emprisonnement à perpétuité, ou d'homicide involontaire coupable, qui entraîne une peine encore réduite. L'arbitraire exercé par la Couronne au début du processus peut signifier la vie ou la mort et dépend dans une grande mesure des négociations qui ont cours entre les avocats et de la compétence de son avocat.

On a qualifié la peine capitale de loterie à laquelle les pauvres ne peuvent pas gagner. Au cours des années où la peine capitale était appliquée au Canada, les exécutions étaient très peu nombreuses à comparer aux meurtres. Le plus grand nombre d'exécutions à avoir lieu au Canada en une année, c'est 22 pendaisons en 1931. Il est intéressant de remarquer que c'était au plus fort de la dépression, lorsque les gens étaient sans travail et désespérés. Il y a eu 172 meurtres cette année-là et seulement 22 pendaisons. La moyenne dans les années 50, la dernière décennie où la peine capitale a été appliquée, était de 5 exécutions pour 140 meurtres par année. Dans les années 40, il y a eu en moyenne dix exécutions et 120 meurtres par année.

On demandera peut-être ce qu'il est advenu des autres meurtriers pendant les années 50 et qui étaient les cinq qui ont été exécutés. La plupart comptaient parmi les pauvres, les groupes minoritaires et les immigrants.

Ce sont les principaux arguments contre la peine capitale. Elle ne protège pas, elle est moralement répréhensible, elle n'a pas sa place dans une société civilisée, elle est irréversible en cas d'erreur et elle s'applique injustement aux pauvres et aux minorités.

Le principal argument invoqué ces temps-ci en faveur de la peine capitale est qu'elle est la seule forme de justice appropriée. D'où vient cette norme de justice morale? Certainement pas des pays occidentaux ou des Églises. J'ai démontré que ni les Églises ni les pays occidentaux n'acceptent ce principe. Qui l'accepte? Qui a cette forme de justice?

L'Iran est le pays où l'on a enregistré le plus grand nombre d'exécutions l'année dernière: 450. Est-ce notre modèle de justice? Il y a eu 125 exécutions en Afrique du Sud. Est-ce notre modèle de justice? Il y a eu 105 exécutions en Chine communiste. Est-ce notre modèle de justice?

Ceux qui soutiennent que la peine de mort est la seule forme de justice qui convient dans les cas de meurtre préconisent la loi du talion: oeil pour oeil, dent pour dent. Le système fondé sur la vengeance qu'ils proposent ne correspond pas à notre conception de la justice.

Il y a beaucoup à dire sur la question et je vais manquer de temps. Si nous tenons sérieusement à éliminer les meurtres ou à en réduire le nombre, nous devons prendre des mesures pour empêcher qu'il s'en commette. Nous nous attaquerons aux causes de la violence criminelle et des meurtres, nous prendrons des mesures positives de prévention au lieu de réagir. C'est ainsi que certains États ont abaissé leur taux de meurtre à un faible niveau. Dans l'État de Minnesota, le taux est de 1,7 meurtre pour 100 000 habitants. Comparez-le à celui du Texas ou de la Floride. Le Minnesota, où la peine capitale est abolie depuis longtemps, a de meilleurs programmes sociaux et d'éducation publique. Le travail accompli au sein des collectivités n'a pas son pareil dans les États du Sud.

Nous devons nous concentrer sur les causes, la prévention, la sécurité, la réhabilitation, l'assistance aux victimes, l'accroissement des ressources et de la formation pour les policiers, l'amélioration de l'intervention dans les crises familiales et des traitements de désintoxication des drogués et des alcooliques, le contrôle plus efficace des armes, la réduction de la violence à la télévision, l'amélioration de la réforme, de l'éducation et des loisirs pour les jeunes, et l'amélioration du soutien pour les familles et les écoles.

Je trouve que la motion dont la Chambre est saisie est tendancieuse et même insensée. Quand il l'a présentée, le gouvernement a dit qu'il voulait rester neutre. La motion dit pourtant que la Chambre appuie le rétablissement de la peine capitale et charge un comité de décider pour quelles sortes de meurtre il faudrait imposer la peine de mort et selon quelle méthode. Si le gouvernement avait été vraiment neutre, il aurait présenté une motion demandant à la Chambre de réexaminer la peine imposée pour meurtre et de recommander la peine qu'elle jugerait appropriée. Cette motion est regrettable.